

Bulletin d'information sur la nutrition

N° 002 Juillet-Décembre 2022



Financement public en faveur de la nutrition

Le Burkina Faso injecte 125, 67 milliards
de Francs CFA sur la période 2019- 2021



Sommaire

Editorial

Nutrition au Burkina Faso: Le financement endogène pour booster les indicateurs.....03

Actualités

Lutte contre la malnutrition: Les acteurs renforcent la mutualisation de leurs efforts04

Rassemblement mondial PNIN: Le Burkina Faso partage son expérience dans le renforcement de la multisectorialité de la nutrition05

InfoNutriBf :Une application pour faciliter l'accès à l'information nutritionnelle au Burkina Faso06

Renforcement de la nutrition : Le ST-NUT dynamise les réseaux SUN06

Chiffres clés

Enquête Nutritionnelle Nationale 2022.....07

Analyse IPC08

Insécurité alimentaire au Burkina Faso : Plus de 3,5 millions de personnes menacées entre juin et août 2023.....09

Focus

Financement public en faveur de la nutrition: Le Burkina Faso injecte 125, 67 milliards de francs CFA sur la période 2019 – 2021.....10

Nutrition au Burkina Faso : La cartographie des intervenants et interventions de 2021 disponible11

Directrice de Publication

Dr Ella COMPAORE

Co-Directeur de Publication

Boureima OUEDRAOGO

Rédacteurs en chef

Issa OUATTARA

Comité de rédaction

Sery BAOULA

Ibrahim BAYILI

Abel AZONHANDE

Samuel KOLA

Rodrigue KOUAME

Estelle BAMBARA

Paulin KAHOUN

Constantine NIANDA

Sylvain OUEDRAOGO

Baba Seydou TRAORE

Gildas OUEDRAOGO

Bernadin Alban SAWADOGO

Pascal NAKELSE

Inoc POODA

Olo Fabrice KAMBOU

Ousmane OUEDRAOGO

Conception

Andy Moussa BAMBA



Nutrition au Burkina Faso

Le financement endogène pour booster les indicateurs

L'adhésion du Burkina Faso au Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) en 2011 a été un tournant décisif pour la prise en compte de l'approche multisectorielle dans la lutte contre la malnutrition. Dès lors, les acteurs de la plateforme multisectorielle sous le leadership du gouvernement multiplient des actions pour réduire la malnutrition sous toutes ses formes en jouant chacun en ce qui le concerne dans son secteur sa partition pour faire avancer l'agenda de la nutrition.

Le financement est l'un des principaux défis à relever pour atteindre les objectifs nationaux et internationaux en lien avec la nutrition. Certes, les partenaires techniques et financiers accompagnent le Burkina Faso dans ce sens mais le financement domestique et innovant demeure le meilleur moyen pour vaincre la malnutrition.

A ce sujet, le gouvernement a pris un engagement emblématique en 2021 d'allouer au moins 3 % de son budget à la nutrition d'ici à 2024 lors de deux sommets importants notamment celui sur les "Systèmes alimentaires" (FSS) à Rome et au Japon en marge de "Nutrition pour la Croissance" (N4G).

Le Burkina Faso est sur la bonne voie comme en témoignent les résultats des études sur le financement public de la nutrition. En effet, sur la période 2019-2021, le gouvernement a alloué à travers les différents départements ministériels, un montant total **125,67 milliards de francs CFA contre 71,5 milliards de francs CFA** sur la période 2016-2018 ; ce qui représente respectivement 1,72 % et 1,11% du budget de l'État, soit une hausse. En moyenne, plus de 24 milliards de francs CFA ont été dédiés à la nutrition annuellement de 2016-2018 et 41,89 milliards de

francs CFA sur la période 2019 - 2021.

C'est le lieu pour nous de saluer tous ces efforts consentis par le gouvernement nonobstant le contexte sécuritaire et humanitaire difficile. Pour réussir à améliorer les indicateurs, la dynamique du financement domestique de la nutrition doit s'accompagner sur le terrain par la mise en œuvre des interventions à haut impact nutritionnel. Il est donc important que tous les acteurs de la plateforme multisectorielle travaillent en parfaite synergie pour l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux en matière de nutrition. C'est la mission confiée au Secrétariat Technique chargé de la multisectorialité pour la Nutrition.

Dr Ella COMPAORE

Secrétaire Technique chargée de la multisectorialité pour la Nutrition

Point focal SUN

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Les acteurs renforcent la mutualisation de leurs efforts

Du 13 au 14 décembre 2022 s'est tenu à Ouagadougou, le forum national de renforcement de l'approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition. Cette activité a été couplée à la célébration de l'année africaine de la nutrition. Placé sous l'égide du ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, Robert KARGOUGOU et du Larlé Naaba Tigré, Champion national en nutrition, ce forum avait pour objectif de renforcer la mutualisation des efforts des acteurs.



Une vue des participants



Le présidium

Ils sont près de 200 participants venus de toutes les régions du pays, à prendre part à ce rendez-vous majeur avec pour centre d'intérêt le développement d'un mécanisme collaboratif pour lutter efficacement contre la malnutrition. « *Ce forum est un cadre idéal pour donner des directives de mutualisation de nos efforts et de renforcer notre démarche dans la lutte contre la malnutrition* », estime le ministre Robert KARGOUGOU. Les travaux ont consisté à faire des présentations en vue de permettre aux participants de se familiariser avec entre autres le concept de la multisectorialité, le dispositif existant pour sa mise en œuvre et les acquis.

En outre, un panel a permis aux différents secteurs contributeurs à la nutrition d'identifier les problèmes qui entravent le bon fonctionnement de l'approche multisectorielle et d'y apporter des solutions. Ce forum a été couplé à la commémoration de l'année africaine de la nutrition autour du thème : « *Renforcement de la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain : renforcement des systèmes agro-alimentaires, de santé et de protection sociale pour l'accélération du développement du capital humain, social et économique* ». En effet, l'Union Africaine a décrété 2022 comme

année de la nutrition. Cette initiative à laquelle le Burkina Faso a souscrit entend faire le bilan des avancées accomplies au cours des dernières années et plaider pour la prise de décisions en faveur de la nutrition.

Cette rencontre a été sanctionnée par une déclaration commune des participants qui ont réaffirmé leur engagement à contribuer à lutter contre la malnutrition.

Comité de rédaction

Extrait de la déclaration commune des participants au forum

Nous réaffirmons notre engagement à apporter tout le soutien nécessaire au Secrétariat permanent du Conseil national dans ses actions de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes

Nous nous engageons à avoir une meilleure connaissance de la

Politique nationale multisectorielle de nutrition et son plan stratégique ainsi que l'approche multisectorielle pour la mise en œuvre des actions de lutte contre la malnutrition pour optimiser les ressources et la contribution de tous les secteurs contributeurs.

Nous nous engageons à contribuer à la mise en œuvre effective des recommandations du présent forum.

RASSEMBLEMENT MONDIAL PNIN 2022

Le Burkina Faso partage son expérience dans le renforcement de la multisectorialité de la nutrition

Le rassemblement mondial des Plateformes Nationales d'Information pour la Nutrition (PNIN) 2022 s'est déroulé du 4 au 6 octobre 2022, en format hybride (ligne et présentiel) et a lieu simultanément à Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, et à Mombasa, au Kenya. Ce 4^e rassemblement qui s'est tenu sous le thème : « Accélérer pour obtenir des résultats », a pour but de faire un pas en avant vers la phase II de la PNIN en s'appuyant sur les réalisations de la phase I. Cette rencontre a connu la participation du Burkina Faso qui a partagé son expérience dans le renforcement de la multisectorialité de la nutrition.

L'équipe PNIN du Burkina Faso a participé activement à toutes les sessions de travail de ce rassemblement en ligne. En effet, elle a partagé avec les autres pays, son expérience dans le renforcement de la multisectorialité de la nutrition et la dynamisation des réseaux du Mouvement SUN lors de la phase 1 du projet. Pour la Phase 2, la PNIN Burkina entend renforcer la gouvernance de la nutrition à travers le dynamisme des secteurs surtout les différents réseaux du Mouvement SUN à travers des activités spécifiques définies à cet effet.



L'Equipe du Burkina à suivi les travaux en ligne

Cette rencontre a réuni les 8 pays de la PNIN à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger, l'Ethiopie, le Guatemala, le Kenya, le Laos et l'Ouganda. Ce fut l'occasion pour chaque pays de partager son expérience et ses réalisations dans le cadre de la PNIN et de dégager les perspectives pour assurer la durabilité de sa plateforme.



Une vue des participants à Grand Bassam en Côte d'Ivoire

Comité de rédaction

InfoNutriBf

Une application pour faciliter l'accès à l'information nutritionnelle au Burkina Faso

Le Burkina Faso dispose désormais d'une application mobile en matière de nutrition. Appelée InfoNutriBf, cette application a pour objectif d'offrir à la population une facilité d'accès à l'information sur la nutrition notamment les indicateurs du plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN). Elle a été validée le jeudi 20 octobre 2022 à Ouagadougou par les acteurs de la plateforme multisectorielle de nutrition.

C'est dans l'optique de faciliter la diffusion des informations sur la nutrition que InfoNutriBf a été développée. Elle offre la possibilité à l'utilisateur de rechercher un indicateur du PSMN à partir du nom, ou un indicateur par axe stratégique, de consulter des concepts clés de la nutrition ou encore d'éditer un tableau/graphique.

Cette application téléchargeable sur playstore et appstore est aussi un outil d'aide dans la coordination multisectorielle en intégrant des informations pertinentes de tous les secteurs intervenants dans la nutrition. Elle permet également de satisfaire les besoins en informations pour le suivi des engagements politiques



InfoNutriBf

Disponible sur android

et financiers nationaux, régionaux et internationaux relatifs à la nutrition. InfoNutriBf constitue une innovation dans le domaine de la diffusion des informations sur la nutrition au Burkina Faso.

A l'ère des TIC, il est indéniable que les téléphones mobiles constituent un canal d'accès privilégié et facile à l'information.

Comité de rédaction

RENFORCEMENT DE LA NUTRITION

Le ST-NUT dynamise les réseaux SUN

Dans l'optique de dynamiser les réseaux du mouvement SUN, le Secrétariat Technique chargé de la multisectorialité pour la Nutrition (ST-NUT), a initié une rencontre du 26 au 28 septembre 2022 à Ouagadougou. Ce cadre a permis de faire le bilan de fonctionnement de ces réseaux et de dégager des perspectives en vue de jouer pleinement leur rôle dans la lutte contre la malnutrition.

Pour renforcer la lutte contre la malnutrition, le Mouvement Scaling Up Nutrition ou Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN), a mis en place plusieurs réseaux. Il s'agit du Réseau de la société civile pour la nutrition (RESONUT), le Réseau des académiciens pour la nutrition (RECANUT), le Réseau des acteurs du privé pour la nutrition (RAPNUT), le Réseau des parlementaires pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (REPASEN), le Réseau des donateurs pour la nutrition et le Réseau des Nations Unies pour la nutrition. Après cinq années de fonctionnement, une rencontre a été initiée pour faire le bilan



des activités de ces réseaux, identifier les goulots d'étranglement, proposer un plan de résolution et élaborer un plan d'action de chaque réseau. Les travaux de cet atelier ont permis à chaque réseau de proposer des activités assorties de budget.

La restitution desdits travaux en plénière a permis de présenter et harmoniser les différents plans d'actions. Pour la réussite de la mise en œuvre de ces activités, il a été recommandé une franche collaboration entre les différents réseaux.

Comité de rédaction

ENQUETE NUTRITIONNELLE NATIONALE 2022

Voici ce que révèlent les résultats

L'Enquête Nutritionnelle Nationale (ENN) 2022 avec la méthodologie SMART a eu lieu dans 11 régions sur 13. Elle a concerné les enfants âgés de 0 à 59 mois, les adolescentes et les femmes âgées de 10 à 49 ans. Le moins que l'on puisse dire, la province du Ziro a la prévalence la plus élevée de la malnutrition aiguë avec 10,6% et celle de Kourwéogo a la prévalence la plus élevée de la malnutrition chronique avec 37,7%.

Des résultats de l'ENN 2022, on retient que seule la province du Kourwéogo, avec une prévalence de malnutrition chronique de 37,7% dont 11% de forme sévère, est au-delà du seuil d'alerte de l'OMS (30%). La plus faible prévalence a été observée dans les provinces du Kadiogo et du Houet avec 14,3% pour chacune. Quant à la malnutrition aiguë, 4 provinces ont des prévalences au-dessus du seuil d'alerte de l'OMS (10%). Il s'agit du Ziro (10,6% dont 1,7% de forme sévère), le Sanguié (10,4%), le Passoré (10,3%) et l'Oubritenga (10,5%). La prévalence la plus faible est observée dans la province de la Léraba avec 3,5%. Pour l'insuffisance pondérale, la prévalence la plus élevée a été observée

dans le Passoré avec 20,3% suivi du Kourwéogo (20,1%). La plus faible prévalence a été observée dans le Nahouri avec 7,7%. Au niveau des adolescentes et des femmes en âge de procréer, selon l'Indice de Masse Corporelle (IMC), la prévalence de l'insuffisance pondérale la plus élevée a été observée chez les femmes de 15 à 49 ans dans le Sanguié (25,4%) suivi du Mouhoun (13,2%). La surcharge pondérale a été plus observée dans le Kadiogo (24,6%) suivi du Tuy (17,6%). Quant à l'obésité, les prévalences les plus élevées ont été enregistrées dans le Houet et le Kadiogo avec respectivement 11,4% et 11,3% des femmes en âge de procréer. Chez les adolescentes de 10 à 19 ans, les

les prévalences les plus élevées du surpoids ont été observées dans les Balés et la Comoé avec 1,5% chacune. Pour l'obésité, la prévalence la plus élevée a été enregistrée dans la région du Sud-Ouest (10,1%) chez les adolescentes.

Comité de rédaction

TableauX: Prévalence de la malnutrition aiguë selon le périmètre brachial chez les enfants de 06 - 59 mois par région

	n	Malnutrition Aiguë Globale % (IC95)	Malnutrition Aiguë Sévère % (IC95)
National			
Boucle du Mouhoun*			
Cascades	1122	1.7 [0.8-3.4]	0.0
Centre	387	1.8 [0.8-4.1]	0.0
Centre Est	466	1.3 [0.4-3.8]	0.0
Centre Nord	498	0.9 [0.4-2.1]	0.0
Centre Ouest	1819	1.9 [1.2-2.9]	0.4 [0.2-1.1]
Centre Sud	1172	0.9 [0.5-1.6]	0.2 [0.1-0.8]
Hauts Bassins	1229	0.7 [0.3-1.7]	0.0 [0.0-0.2]
Nord*			
Plateau Central	1210	1.7 [1.0-2.7]	0.1 [0.0-0.5]
Sud-Ouest	1475	2.5 [1.6-3.9]	0.1 [0.0-1.0]

Analyse IPC

Près de 400 000 enfants âgés de 6 à 59 mois menacés de malnutrition aiguë entre août 2022 et juillet 2023

Les résultats de l'analyse Integrated food security Phase Classification (IPC) de la situation nutritionnelle au Burkina Faso révèlent que 393 476 enfants de 6 à 59 mois sont menacés de malnutrition aiguë dont 95 557 de la forme sévère entre août 2022 et juillet 2023. Ces résultats révèlent également que 79 906 femmes enceintes ou allaitantes seraient touchées par la malnutrition aiguë sur la même période.

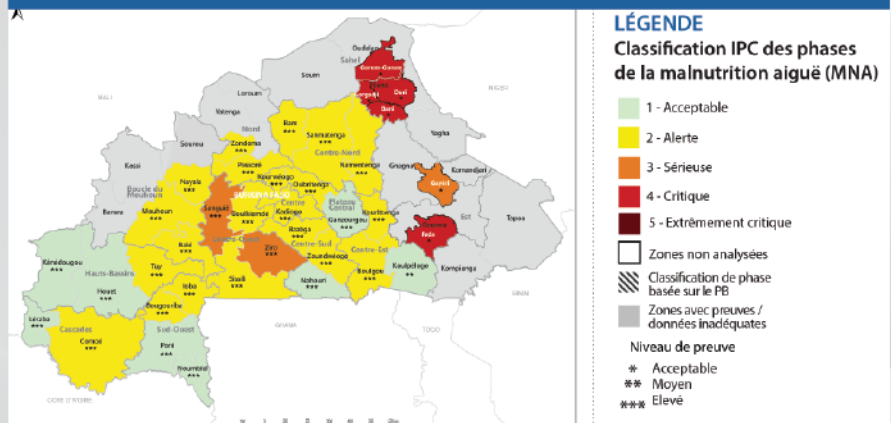
Il ressort de l'analyse IPC AMN (Malnutrition Aiguë) que la situation nutritionnelle demeure préoccupante dans les zones enquêtées et analysées. Pour la période actuelle (Août 2022 à Janvier 2023), il ressort que 4 provinces sont classées en situation nutritionnelle Sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN). Il s'agit des provinces de Sanguié, Ziro, Passoré et Ouhritenga. La situation nutritionnelle va connaître une amélioration entre février et Avril 2023 avec seulement 2 provinces qui vont se maintenir en situation Sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN), à savoir le Sanguié et le Ziro. Entre Mai à Juillet 2023, la situation nutritionnelle va connaître une détérioration marquée, si des mesures adéquates d'atténuation des facteurs aggravants de la malnutrition ne sont pas prises dans les 9 provinces, par une situation nutritionnelle Sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN): Bam, Namentenga, Sanmatenga, Sanguié, Ziro et Passoré. Au cours de l'analyse IPC AMN, l'insécurité alimentaire ressort comme un facteur contributif mineur à la survenue de malnutrition aiguë de manière substantielle et n'en demeure pas la seule cause. Cependant, le secteur de la nutrition doit impérativement mutualiser ses efforts pour l'amélioration des pratiques alimentaires et de soins et l'accès aux services de santé pour inverser les tendances de la malnutrition aiguë. De ce qui précède, et lors de l'analyse IPC AMN, les classifications IPC de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les facteurs contributifs ont été considérés comme indicateurs et informations complémentaires pour affiner la détermination de la phase de classification du Cadre Harmonisé (CH).

Comité de rédaction

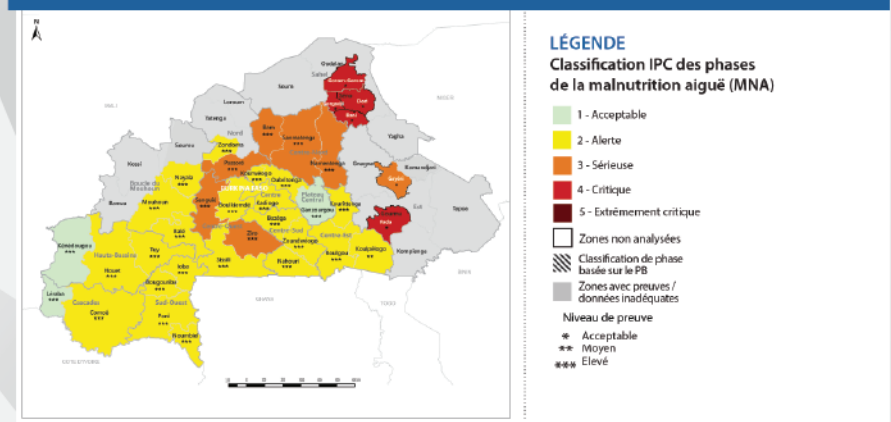
CHIFFRES-CLÉS: AOÛT 2022 – JUILLET 2023

 393 476 Nombre d'enfants de 6-59 mois malnutris aigus	Malnutrition aiguë sévère : Nombre de cas	95 557
	Malnutrition aiguë modérée : Nombre de cas	297 919
AYANT BESOIN D'UN TRAITEMENT	 79 906 Nombre de femmes enceintes ou allaitantes malnutries aiguës AYANT BESOIN D'UN TRAITEMENT	

Vue d'ensemble et cartes de la situation projetée Février-Avril 2023



Vue d'ensemble et cartes de la situation projetée Mai - Juillet 2023



CHIFFRES CLES

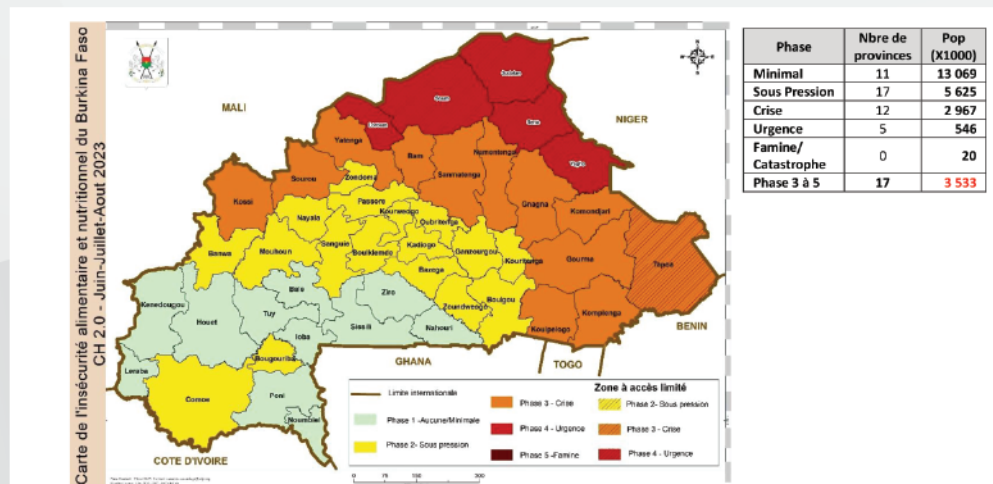
Insécurité alimentaire au Burkina Faso Plus de 3,5 millions de personnes menacées entre juin et août 2023

Selon les résultats de la deuxième session d'analyse de la vulnérabilité alimentaire avec l'outil Cadre Harmonisé, 3 533 220 personnes sont menacées d'insécurité alimentaire entre juin et août 2023 au Burkina Faso si rien n'a été fait. Il y a donc nécessité d'agir pour venir en aide aux populations vulnérables.

D'octobre à décembre 2022, 16 provinces sont en phase 1 "minimale", 16 provinces en phase 2 "sous pression", 12 provinces en phase 3 « crise ». Une seule province se trouve en situation d'urgence alimentaire à savoir la province du Soum. Au niveau national, environ 2 618 638 personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire difficile dont 341 650 personnes en urgence et 1 817 personnes en catastrophe.

La situation projetée concerne la période de juin à août 2023. A ce niveau, 11 provinces seraient en phase 1 "minimale" et 17 provinces en phase 2 « sous pression ». 12 provinces pourraient connaître une situation de crise pendant cette période. Il s'agit des provinces de l'Est, du Centre-Nord, d'une province du Nord (Yatenga), de 2 provinces de la Boucle du Mouhoun (Sourou et Kossi) et d'une province du Centre-Est (Koulpégogo).

Les provinces du Sahel et la province du Loroum dans le Nord basculeraient en phase 4 « urgence ». Au cours de cette période, environ 3 533 220 personnes pourraient tomber en insécurité alimentaire dont 546 454 personnes en urgence et 19 867 personnes en catastrophe sans intervention humanitaire adéquate.



Signification des phases de classification de l'insécurité alimentaire aiguë	
Phase 1 : aucune/minimale	Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.
Phase 3 : crise	Les ménages : ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels, ou parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.
Phase 4 : urgence	Les ménages : ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité, ou sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.

Phase 2 : sous-pression	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Phase 5 : catastrophe/famine	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents (Pour une classification en phase Famine, la zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques).
--------------------------------	---	-------------------------------------	--

Cette cartographie de la situation alimentaire et nutritionnelle s'explique par plusieurs facteurs. Il s'agit entre autres de la dégradation de la situation sécuritaire, de ses corollaires et des inondations enregistrées dans plusieurs régions. Il y a aussi la hausse atypique des prix des produits qui impacte négativement le pouvoir d'achats des ménages. Afin d'améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables, il a été recommandé entre autres de pour

suivre et de renforcer l'assistance humanitaire en assurant l'approvisionnement régulier des zones sous blocus et d'assurer un financement pérenne de la collecte des données.

Comité de rédaction

FINANCEMENT PUBLIC EN FAVEUR DE LA NUTRITION

Le Burkina Faso injecte 125,67 milliards de francs CFA sur la période 2019 – 2021

Le document sur le suivi du financement public en faveur de la nutrition au Burkina Faso pour la période 2019 – 2021 est désormais disponible. Le Secrétariat Technique chargé de la multisectorialité pour la Nutrition (ST-NUT) a organisé le mercredi 22 décembre 2022 à Ouagadougou un atelier de dissémination des résultats de cette étude. Une rencontre qui a regroupé les représentants des secteurs menant des interventions sensibles et/ou spécifiques à la nutrition, les réseaux SUN, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et bien d'autres acteurs intervenant dans le domaine de la nutrition au pays des Hommes intègres.

Au total, 142 lignes budgétaires de nutrition ont été identifiées et validées par les parties prenantes. Ce qui correspond à un montant total de 125,67 milliards de francs CFA comme part contributive de l'Etat pour le financement de la nutrition sur la période de l'étude à travers les différents départements ministériels. La répartition de ces allocations budgétaires sur les trois années de l'étude est de 1,76% (2019), 1,74% (2020) et 1,68% (2021) soit un taux global de 1,72%. Malgré les efforts du gouvernement, ce résultat est en deçà de son engagement qui est d'allouer au moins 3% du budget national à la nutrition d'ici à 2024.



Une vue des participants à l'atelier de dissémination

Toutefois, une légère hausse comparativement aux revues passées est observée. En effet, pour les périodes de 2014-2015 et 2016-2018, la part contributive de l'Etat pour le financement de la nutrition était respectivement de 0,78% et de 1,11%. Il ressort également de l'étude que sur les 125,67 milliards de francs CFA alloués sur la période, 100,2 milliards de francs CFA ont été effectivement consommés, soit un taux d'exécution de 79,6 %.

Le ministère en charge de la Santé figure parmi les ministères qui contribuent le plus aux dépenses de nutrition avec 34,07% suivi du ministère en charge de l'Eau et de l'Assainissement avec 27,99% et celui de l'Education avec 18,66%. Une corrélation entre les ressources financières et les indicateurs de malnutrition chronique, aiguë et insuffisance pondérale a été observée. En effet, plus les ressources augmentent, plus les indicateurs tendent à la baisse.

Comité de rédaction

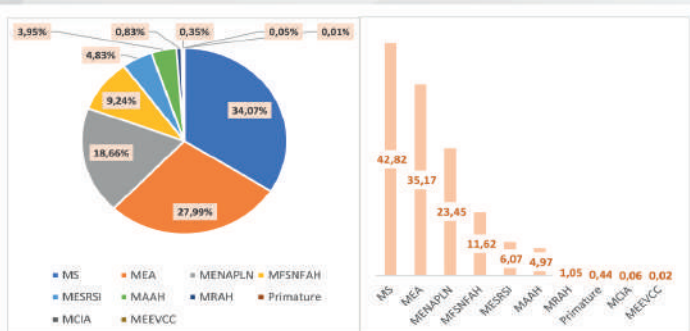


Figure 3 : Allocations budgétaires de nutrition 2019, 2020 et 2021 en milliards de fca par ministère

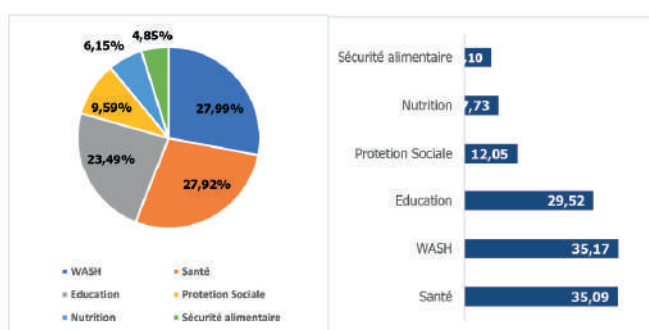


Figure 5 : Allocations budgétaires de nutrition par secteur

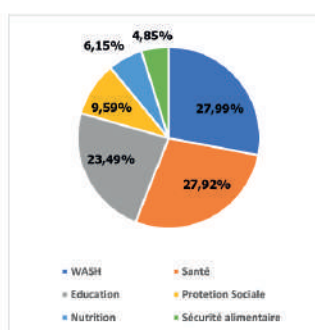


Figure 4 : Poids relatifs des allocations budgétaires de nutrition par ministère

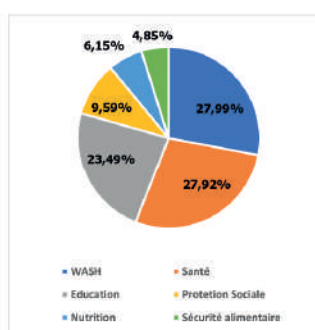


Figure 6 : Poids relatifs des allocations budgétaires de nutrition par secteur

Nutrition au Burkina Faso

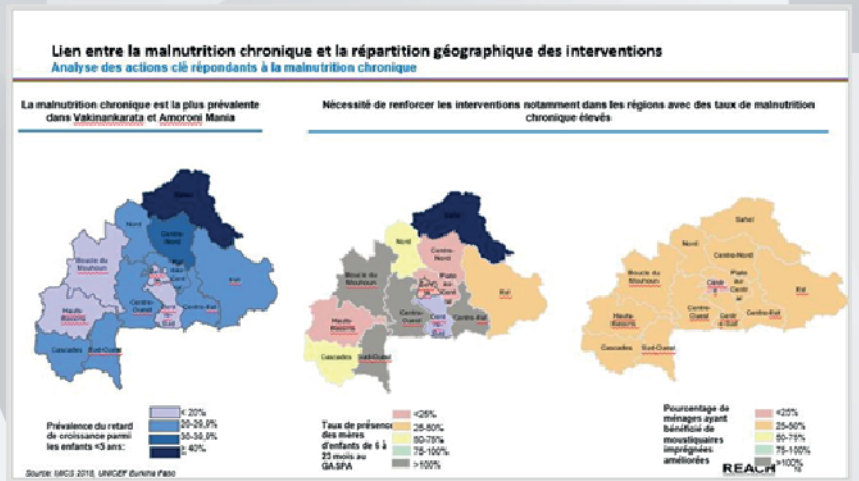
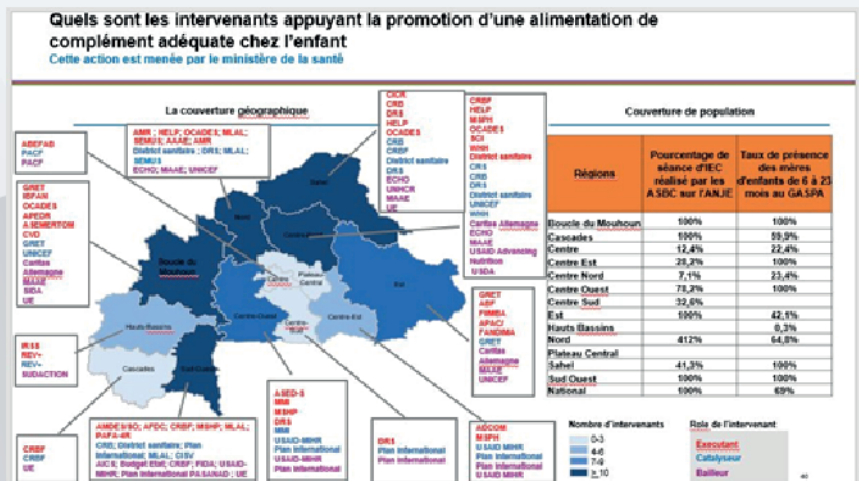
La cartographie des intervenants et interventions de 2021 disponible

Le secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (ST-NUT) a organisé le 12 et 13 octobre 2022 à Ouagadougou, un atelier de validation de la cartographie des intervenants et interventions en nutrition au Burkina Faso avec l'outil DHIS2. Cette rencontre a réuni les parties prenantes de la nutrition au Burkina Faso. Elle a aussi permis aux participants de faire des observations et d'adopter le document de la cartographie des intervenants et interventions en nutrition en 2021 au Burkina Faso.

La cartographie des intervenants et interventions en nutrition vise à identifier et à documenter le paysage des acteurs et des actions clés de nutrition à travers les multiples secteurs et faire les liens entre leurs activités, les groupes cibles et les mécanismes de mise en œuvre. Elle permet d'identifier de potentiels problèmes et insuffisances.

Au terme de cette cartographie, on peut retenir que 9 ministères, 138 catalyseurs, 141 exécutants et 135 bailleurs de fonds ont assuré la mise en œuvre des 30 actions clés de nutrition prioritaires à travers 50 mécanismes de mise en œuvre en 2021 au Burkina Faso. En moyenne, chaque action est mise en œuvre dans 11 régions. Les régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Centre-Nord, du Nord, du Sahel, du Centre et du Sud-Ouest reçoivent le plus grand nombre d'actions.

Par ailleurs, les actions de santé sont mises en œuvre à travers plusieurs mécanismes. En effet, la plupart de ses actions sont mises en œuvre à travers les Agents de Santé à Base Communautaire (ASBC), les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) et les districts sanitaires. Il faut noter également que parmi les 43 actions ayant des couvertures disponibles, 70 % des actions couvre plus de 50% de leurs cibles. Dans les régions ayant une forte prévalence de malnutrition chronique, ces actions devraient être renforcées.



Comité de rédaction

Rétrouvez - nous sur notre plateforme



www.nutrition.bf



BILL & MELINDA
GATES foundation



Adresses de la structure
**Avenue Pascal ZAGRE,
Ouaga 2000, Ouagadougou
Burkina Faso**
Tél. +226 25 49 85 02
Email: insd@insd.bf

Réjoignez nous sur :
Facebook.com / PNIN
www.nutrition.bf